

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19022 - 74ÈME ANNÉE

## Une baisse des aides sociales ne diminuera pas le chômage

### Urgence de placer l'emploi au centre d'une nouvelle politique

La semaine dernière, le chef de l'État a tenu un discours ciblant sur le montant élevé selon lui des aides sociales. C'est une illustration d'une orientation qui veut faire croire que ce n'est pas le système qui est responsable du chômage du travailleur. En effet, ce n'est pas en diminuant le financement de l'action sociale que des emplois seront créés, surtout à La Réunion.

Dans notre île, le chômage de masse existe depuis longtemps. En 1975, les statistiques régulières de Pôle emploi n'existaient pas et c'est le Conseil général qui avait publié une étude sur l'état du chômage à La Réunion. Elle révélait que 25 % des travailleurs étaient dans une situation qui relevait du chômage. Au même moment, la France sortait du plein emploi, mais était encore loin de compter un million de chômeurs contre plus de trois millions aujourd'hui.

Ces 25 % de chômeurs montraient déjà que le système était en crise à La Réunion. Depuis plus de 40 ans, ce pourcentage n'a pas diminué. Ce qui a changé, c'est la protection des travailleurs. Grâce aux batailles menées par les syndicats et le PCR, la question de l'égalité sociale a été placée au centre du débat. Pour appuyer la revendication, les deux députés du PCR, Paul Vergès et Elie Hoarau, avaient démissionné pour protester contre le vote d'une loi qui prévoyait de traiter les Réunionnais en inférieurs dans le domaine des prestations sociales. Ces luttes ont abouti par l'application dans notre île du même filet de sécurité qu'en France. Mais à 10.000 kilomètres de Paris, le coût de la vie est plus cher, ce qui veut dire un pouvoir d'achat inférieur pour tous les travailleurs qui sont obligés de survivre avec les aides sociales.

C'est ce mince filet qui est remis en

cause par le gouvernement, avec un discours du président de la République qui considère en substance que la somme consacrée à ces aides est trop importante. Or, en quoi durcir les conditions d'accès à l'aide sociale contribuerait-il à faire reculer le chômage de masse, raison pour laquelle des travailleurs sont contraints de solliciter ces aides ?

Jeudi prochain à Saint-Gilles, 9 institutions et acteurs économiques organisent une rencontre entre 230 demandeurs d'emploi et des entreprises qui ont 150 postes à pourvoir à La Réunion. L'analyse des organisateurs indique que l'économie réunionnaise est très dynamique, car elle a été capable de 23.000 embauches en 2017. Mais cela ne suffit pas à faire face aux besoins en emploi. C'est la caractéristique principale d'un système qui n'a pas besoin du travail d'une grande partie de la population pour fonctionner et donc réaliser des profits. Heureusement que les aides sociales sont là pour empêcher les abandonnés de ce système de plonger dans la grande misère. Et le montant de ces aides mérite d'être réévalué en fonction du coût de la vie plus élevé à La Réunion qu'en France. En effet, cette différence de prix est reconnue par l'État, car il verse à ses agents titulaires une prime pour y faire face. Mais le même État fait preuve de discrimination en privant de cette prime les personnes les plus pauvres.

À La Réunion, l'emploi obéit à un marché. La manifestation de jeudi s'inscrit pleinement dans cette vision. Son but est de mettre en adéquation des postes à pourvoir avec le profil de demandeurs d'emploi. Mais dans une situation aussi grave que celle de La Réunion, peut-on encore se permettre de laisser le travail se régler par un

simple recours au marché ? En effet, la véritable adéquation n'est-elle pas de mettre en accord les besoins en emploi et l'orientation de l'économie ? Comme tous les autres pays du monde, notre île est arrivée à une époque charnière de son histoire.

Le démographie fait que la structure de notre population change. La proportion de personnes âgées augmente, alors que le rythme des naissances est bien supérieur à 10.000 par an. Les services pour la vieillesse et la petite enfance sont alors un gisement d'emplois à exploiter. Quant au changement climatique, il impose de grands chantiers pour protéger la population et construire des villes nouvelles loin du littoral, et il oblige à aller vers l'autonomie énergétique. Là aussi, ce sont de nombreux emplois en perspective. Mais ceci n'est pas la priorité du gouvernement. Il continue à aligner les mesures visant à exempter le plus possible la classe privilégiée du système de son devoir de solidarité.

Cette dépendance aux orientations de Paris continuera tant que les décisions qui concernent les Réunionnais se prendront à 10.000 kilomètres d'ici, et elle continuera de produire les mêmes effets.

Si la situation sociale de la France était celle de La Réunion, cela voudrait dire plus de 10 millions de chômeurs et plus de 30 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Il est alors clair qu'une autre politique serait menée, et qu'il ne serait pas question de créer une diversion sur le montant des aides sociales. Si Paris ne veut pas mener cette politique spécifique à La Réunion, alors il appartient aux Réunionnais de prendre leurs responsabilités pour sortir de cette impasse.

**M.M.**

## Conséquence du système capitaliste et des séquelles de la colonisation

### La pauvreté à Madagascar oblige des enfants à travailler

L'OIT a créé à Antsirabe un programme permettant aux enfants travailleurs domestiques de quitter leur statut en ayant accès à une formation. Lalaina Razanapera, responsable de l'association locale Sarobidy (qui signifie «précieux» en malgache) chargée de l'application du projet, nous dit avoir pu fournir une formation professionnelle à 190 enfants tandis que 2 000 autres ont été sensibilisés et 2 500 ont été retirés du travail des enfants. Le projet rassemble les autorités locales et l'inspection du travail. Selon une étude menée par l'inspection du travail en 2015-2016, 500 enfants travaillaient dans la région d'Antsirabe tandis que plus de 250 étaient des travailleurs domestiques. Pour illustrer la situation de ces enfants astreints au travail, l'OIT a diffusé une série de témoignages sous le titre «La pauvreté expose les enfants malgaches aux travaux dangereux. Voici le premier, il s'agit de Sylvie, âgée de 10 ans qui transporte des briques, 5 jours par semaine, de 6 heures à 17 heures. «C'est une briqueterie qui pourrait sembler presque banale, sauf peut-être en raison du site superbe sur laquelle elle est installée. Elle se trouve à la sortie de la ville d'Antsi-

rabe, une localité d'environ 200 000 habitants située dans les Hautes Terres, à 170 km au sud de la capitale malgache. La briqueterie se trouve au bord de la Nationale 7, une des routes principales de Madagascar qui relie le sud du pays à la capitale. En rentrant vers Antananarivo, nous apercevons de frêles silhouettes portant des briques sur la tête. Nous nous approchons et constatons qu'il s'agit bien d'enfants.

#### Pas d'école à cause de la pauvreté

Une petite fille âgée de 10 ans attire notre attention. Elle s'appelle Sylvie. Accompagnée de sa mère et de sa sœur aînée, elle porte de 6 heures du matin à 17 heures cinq fois par semaine une moyenne de 8 briques sur la tête. Elle parcourt ainsi à chaque fois plusieurs centaines de mètres jusqu'à la Nationale. Nous avons pesé l'un de ces briques qui fait 2,6 kg, ce qui veut dire que la tête de Sylvie supporte un poids d'un peu plus de 20 kg au total. Sa maman explique que les petits portent 200 briques par jour, tandis que les adultes en trans-

portent 500 par jour. Pour chaque brique, le porteur reçoit 9 ariary (0,0028 \$).

La maman nous désigne aussi ses deux autres enfants en bas âge, qu'elle laisse assis sur un rocher en plein soleil au cœur de la briqueterie. Elle regrette cette situation mais nous dit ne pas pouvoir faire autrement en raison de la pauvreté de la famille. Officiellement, ses enfants vont à l'école. Sauf que nous les rencontrons un jour de semaine, pendant les heures de cours, en dehors des vacances scolaires.

A tout moment, nous nous attendons à être délogés par un contremaître. Mais personne ne nous dérangera, comme si la situation était admise par tous. Nous rencontrons même d'autres enfants soumis aux pires formes et aux formes les plus dangereuses du travail des enfants aux yeux de tous, dont un garçon de 6 ans.

Sylvie, elle, finit par se confier à nous. En désignant son cou, elle explique à notre interprète que «parfois, ça me fait mal toutes ces briques».

Elle ajoute une phrase toute simple mais qui résume tout: «Vous savez, je préférerais aller à l'école.»

(à suivre)

### In kozman pou la rout

#### «Vol konm li vé, vol la otèr li vé, in zoizo i fini par pozé»

Sa lé vré pou tout zoizo. Kisoï dsi la mèr, kisoï dsi kap, kisoï dsi pyé d'boi, kisoï dsi la tèr zot i fini par pozé. Sa sé z'ot déstin, é na poin arien pou alé kont sa. Mé konm sé in provèrb, lo sans i dépass bann mo konm d'abitid. Biensir provèrb l'afrik la i adrèss sirtou épi an promyé la sosyété bann z'imin. Pars, ni konpran bien sa in kékshoz i konsèrn l'imanité ninport ékèl péi-pou ramenn azot in pé dsi la tèr. Zordi ou lé inportan, ou lé srish, ou néna la puisans pétète mé momandoné kisoï domin, kisoï apré domin ou i fini par pozé par vni in moun konm in n'ot. Parl pi kan la mor i ariv, zour-la tout demoun lé parèy. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

# G7, OCS, Corée... La ligne de défense de l'Europe vient de céder

**D**u 8 au 12 juin, il s'est passé 3 événements majeurs qui, remis en perspective, montrent que la ligne de défense de l'Europe vient de céder.

## Comment Donald Trump a-t-il torpillé le G7 ?

Le 1er juin, il met fin aux exemptions douanières sur des métaux dont profitaient les Européens. Les nouveaux taux passent brutalement à 10% sur l'aluminium et 25% sur l'acier, pour le Mexique, le Canada et l'Union Européenne. C'est une drôle de façon de préparer une rencontre entre amis !

Sonnés, les pays européens s'expriment dans les médias de manière désordonnée. Ils parlent à juste titre de "guerre commerciale" mais ils n'ont aucune ligne de défense ou de contre-offensive qui ressemble à une riposte appropriée, fondée sur une stratégie globale et à long terme. Par exemple, ils auraient pu construire une attitude avec les autres victimes comme le Mexique et la Chine, voire la Russie. Devant cette absence d'audace, Trump accentue la confrontation avec "ses amis". Il évoque la place de la Russie qui a été éjectée du G8, en 2014. Le sommet vire à la pagaille. Arrivé dernier, il le quitte le premier et finit par ne pas signer la déclaration finale. Comme avant, il y avait déjà, avec les Etats Unis, des divergences profondes sur les dossiers iraniens et du climat, les pays européens étalent au grand jour les faiblesses du G7. Créé en 1975 par Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, la France et l'Allemagne n'ont plus de prise sur la conduite du monde.

**L'avenir de l'union est sombre**

En effet, la France reçoit le sommet du G7, en 2019, et c'est le pays le plus clivant. Macron vient d'annoncer qu'il serait d'accord pour inviter Poutine alors que le 8 juin, à l'ouverture du G7, il avait signé la déclaration selon laquelle "la position européenne n'est pas un retour de la Russie". Même à 4 (France, Allemagne, Angleterre, Italie), il n'y a pas d'unité de vue. Or, nous avons encore en mémoire l'échec du G20, à Cannes, lorsque la France présidait aux destinées de ce sommet international. Sarkozy qui venait de bombardier la Libye en mars 2011, n'a pas été capable de définir, en novembre, une plate forme intelligente et honorable pour sortir de la crise grecque et de celle du sur-endettement des ménages américains qui déstabilisait tout, depuis 2008.

Cette incapacité des pays européens a renforcé l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) dont la 18e rencontre a eu lieu le 9 juin, un jour après l'ouverture du G7. Pour la première fois, l'Inde et le Pakistan ont été accueillis comme membres titulaires. Actuellement, l'Iran est sur le banc des observateurs. Pas pour longtemps. C'est du haut de ce sommet que Poutine a répondu que le G7 devrait arrêter le "bavardage inventif".

Le monde peut-il continuer à fonctionner à l'ancienne où des groupements se forment sans lien entre eux ? C'est dans ce contexte que le 26e sommet de l'OTAN à Bruxelles, qui se tiendra les 11-12 juillet ? Plus que jamais, la Russie sera au centre du débat. Auréolée du succès de sa rencontre avec Kim, la ligne offensive de Trump pèsera beaucoup vis à vis des dirigeants européens qui ont vu exploser leur ligne de défense.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## In razèr d'pint i komann lo bato !

Mi koné pa kèl maléré sor la tonm dsi bann sitoiyin La Frans an tou lé ka dsi la parti d'an ba, pars la parti d'an-o li lé plito vèrni avèk lo nouvo prezidan. Bann ti kolon i soufèr é si mi tronp pa zot na ankor doulèr pou siporté.

Pou kosa mi di sa ? Pars si zot la bien suiv l'aktyalite, zot la vi sak moin la vi. La tir sink éro d'si l'alokasyon lojman é la domann bann bayèr sosyal pou tir sink éro dsi loiyé : mank dé po, la bien tir sink éro dsi lo lalokasyon, mé la pa tir sink éro dsi loiyé é avèk lo rogoumantasyon prévi ébin lo rès pou péyé la goumanté.

Gouvèrnman la fé in rotoni dsi bann pansyon d'rotrète an dizan la taks l'abitasyon i sava siprimé donk bann rotrété lé pa pèrdan. Pa pèrdan ? Alé oir si la taks labitasyon la pa diminyé, la CSG la goumanté é in pé la artrouv azot avèk in pèrt inn dé foi plis sinkant éro par moi.

Zordi i parl siprime la pansyon réversyon . Kosa i lé sa ? In légzanp : si in rotrété lé frapé par la mortalité, son konzoin i toush la moityé son rotrète. Sa sé in n'afèr prévi pou konpans bann ti rotrète é zordi néna katrovin pour san bann vèv i gingn sa. Si i siprime pou l'avnir néna in gran kantité vèf sansa vèv va artrouv azot dann la mizèr noir.

Dann mon vi moin la kotoiye désèrtin moun la fé gran lékol konm l'ENA é souvan dé foi zot téi anparl l'ède sosyal, larzann lo, bann z'alokasyon konm kékshoz i dépans toutsuit é i tonm dann la posh bann kapitalis. In pé téi di mèm, pou farsé-konm pétète pa !- i vi myé tir tout. Kozé oui, mé pran sa konm in politik pou méné sé in n'ot afèr. Plézanté, pétète, mé pran sa pou la vérité non.

Poitan, moin noré zamé pansé k'in zour, in gouvèrnman noré fé la vyolans konmsa kont bann pov. Mé avèk i n razèr d'pint dann lélizé, tout sak lé mové, lé riskab arivé.

*Justin*